



HAL
open science

La crise de la science économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. La crise de la science économique. 2022. hal-03752629

HAL Id: hal-03752629

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03752629>

Submitted on 17 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise de la science économique¹

Jacques Fontanel
Professeur honoraire

CESICE, Université Grenoble-Alpes

Economic science is an ideology that consecrates the omnipotence of the market economy, the police state and the management, often short-term, of an economy condemned to perpetual economic growth. With the Covid-19 pandemic, the analyses of liberal economists are losing their bearings, because the basic assumptions no longer have any concrete application in the face of a profound economic and social crisis. The economy now reveals its eminently political character. The international, national and local public sectors are organizing the fight against the crisis of the market economy. The State then becomes the central actor in the management of the national economy, in connection with the other States. The profoundly political and social character of a globalized economy highlights the violence of relations between states and citizens and often between states themselves. This situation of collective dependence is likely to create many tensions, which may lead to new conflicts or wars between states.

La science économique est une idéologie qui consacre l'omnipotence de l'économie de marché, l'Etat gendarme et le management, souvent de court terme, d'une économie condamnée à la croissance économique perpétuelle. Avec la pandémie de Covid-19, les analyses des économistes libéraux perdent leurs repères, car les hypothèses de base n'ont plus d'application concrète pour faire face à une profonde crise économique et sociale. L'économie révèle désormais son caractère éminemment politique. Les secteurs publics internationaux, nationaux et locaux organisent la lutte contre la crise de l'économie de marché. L'État devient alors l'acteur central de la gestion de l'économie nationale, en lien avec les autres Etats. Le caractère profondément politique et social d'une économie mondialisée met en évidence la violence des relations entre les gouvernements et les citoyens et souvent entre les Etats eux-mêmes. Cette situation de dépendance collective est susceptible de créer de nombreuses tensions, lesquelles peuvent conduire à de nouveaux conflits ou guerres.

Science économique, crise économique, organisations internationales, firmes multinationales, capitalisme financier, pandémie, inégalités sociales, guerre économique, conflits militaires

¹ Le texte est une traduction de la communication faite en 17 janvier 2022, pour Economistes contre la Course aux Armements, en téléconférence. Hal-03654544

La science économique a succédé progressivement aux sciences économiques, lesquelles avaient remplacé l'économie politique. Le concept d'économie politique, fait référence à l'analyse de l'offre et de la demande de biens et services, en lien étroit avec les lois de chaque nation et avec les choix publics concernant la sécurité et la puissance nationales, le contrôle des échanges, la gestion des biens publics, et la (re)distribution des richesses. Avec le concept de sciences économiques, l'économie fait l'objet d'analyses scientifiques de systèmes économiques différents, selon le rôle attribué à la propriété privée par rapport à la propriété collective, dans le cadre d'une économie de marché ou une économie planifiée, du capitalisme ou du socialisme appliqué. Il est alors fait référence à des analyses cohérentes, souvent mathématisées, qui permettent l'optimisation d'une fonction de préférence, sur la base hypothétique du comportement rationnel du ou des décideurs. Enfin, la science économique, fondée sur l'économie de marché, étudie le comportement rationnel des consommateurs et des producteurs, lesquels exercent leurs actions dans le respect de leur propre intérêt individuel. Dans ce contexte, le marché optimise les flux économiques tout en assurant une justice distributive sur la base de l'efficacité productive de chaque agent économique.

Depuis le début des années 1990, une controverse s'est développée quant à l'évolution du rôle de l'Etat dans les relations économiques internationales. Pour les tenants de la théorie de la globalisation, les interdépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie, et ce d'autant mieux que la généralisation des règles du marché constitue un facteur de solidarité et de paix. A l'opposé, dans une perspective "néo-mercantiliste", l'économie internationale serait de plus en plus marquée par les stratégies nationales, chaque Etat cherchant à promouvoir son intérêt propre sur la scène mondiale. La compétition économique et technologique exacerbée concernerait, directement ou indirectement, non seulement les entreprises nationales ou multinationales mais aussi les Etats et les régions, ou même les organisations internationales privées ou publiques.

En 1989, Francis Fukuyama a rendu célèbre l'expression selon laquelle l'effondrement de l'Union soviétique marquait « la fin de l'histoire » (Fukuyama, 1989). Dans ce contexte, la démocratie et le libéralisme semblent avoir définitivement remporté la victoire face aux autres analyses économiques. Il n'y a plus plusieurs sciences économiques, mais une seule. Dès 1995, en vue d'élargir le commerce mondial, le libre-échange était célébré avec la mise en place de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) destinée à élargir le commerce mondial, à administrer un système globalisé de règles internationales et à régler les différends commerciaux entre les Etats membres (Fontanel, 1995)

Pour l'analyse néolibérale, l'intérêt personnel constitue la base du bon fonctionnement de l'économie de marché. L'idée de la « main invisible » d'Adam Smith fondée sur l'intérêt individuel, constituerait pour elle la clef du développement économique. Il faut cependant rappeler qu'Adam Smith, en 1776, condamnait, pour des raisons purement économiques, l'esclavage, la colonisation, les monopoles et cartels, les rapports de domination, les droits de douane et il prônait le respect des lois édictées par un État dépositaire des fonctions régaliennes. Les néoclassiques ont repris implicitement cette référence dans le modèle de la concurrence pure et parfaite, en insistant sur la rationalité des décisions individuelles. Pour la théorie libérale, la multiplication des interdépendances économiques fondées sur les principes du marché accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'Etat. Les impératifs économiques s'imposent aux ambitions politiques, ce qui conduit à l'affirmation d'une science économique comme discipline propre, non polluée par les préoccupations politiques de court terme. Deux postulats de base ont accompagné les développements ultérieurs de la théorie dominante : d'abord, la paix est la situation internationale normale ; ensuite, le développement du commerce international est un facteur de paix. Les objectifs de puissance et l'éventuelle utilisation de l'économie comme d'une "arme" sont supposés obsolètes, au moins à plus long terme.

Cette perception économique est pourtant démentie par les analyses et les faits. Depuis, il a été démontré par la théorie des jeux que cette intuition n'était pas justifiée, que dans tous les cas, des situations de concertation et de coopération étaient plus efficaces à court terme et à long terme. D'abord, il a été démontré par la théorie des jeux que l'intuition de la « main invisible » n'était pas justifiée, que dans tous les cas, des situations de concertation et de coopération étaient plus efficaces à court terme et à long terme. Pourtant, les économistes néoclassiques continuent à se référer de fait à la « main invisible », expression qui a été reprise officiellement par le Président Bush lui-même pendant son mandat. Ensuite, l'histoire présente nous apprend que les guerres n'ont pas disparu et que les raisonnements en termes de puissance nationale ne sont toujours pas obsolètes. Enfin, la puissance économique accompagne souvent la puissance militaire, même si les efforts financiers accomplis dans le domaine militaire par les Etats ne sont pas toujours significatifs d'une volonté de guerre, mais plutôt d'une volonté de défense nationale de dissuasion (Aben, Malizard, 2016) ; Fontanel, Malizard, 2017). Les faits s'imposent face à la théorie qui, dans le cas d'espèce, véhicule surtout une idéologie et des intérêts particuliers.

Aujourd'hui, accentué d'abord par le Covid-19, puis par le conflit ukrainien, la mondialisation connaît une crise. Les règles fixées par les institutions internationales, normalement mutuellement définies, sont remises en cause par les sanctions économiques infligées à la Russie et par les pénuries qui naissent de la guerre elle-même. En outre, de manière plus générale,

l'impérialisme de l'économie de la croissance de la production nationale à tout prix (et à n'importe quel prix) est de plus en plus contesté face aux questions environnementales, au réchauffement climatique, à l'épuisement des ressources naturelles et au sursaut des pays démocratiques face aux forces politico-économiques économiques (pays non démocratiques ou firmes multinationales) dont les idéaux et les actes ne sont plus en conformité avec un développement durable et soutenable.

La protection de l'intérêt individuel est souvent confirmée dans les Constitutions des pays démocratiques, mais il reste nécessaire d'avoir des objectifs communs et de protéger les citoyens contre les abus de tous ordres. Il ne peut y avoir de droits individuels sans obligations collectives. Lorsque les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et autres firmes multinationales utilisent les infrastructures nationales ou internationales en optimisant les divergences des cadres juridiques, fiscaux et sociaux des Etats, elles sont alors concentrées sur la maximisation de leurs bénéfices immédiats, sans prendre en compte le fait que la collectivité leur apporte un soutien logistique dont elles s'exonèrent, au moins partiellement, du coût réel (Fontanel, Sushcheva, 2019), Elles se comportent alors comme des locataires logés en première classe qui sont, de fait, des passagers clandestins. Le principe du « laissez-faire » suppose que l'État agisse comme un gendarme appelé à faire respecter la propriété privée, le droit d'entreprendre et la liberté d'agir, autant de règles que les optimisateurs fiscaux qui sont les premiers à bénéficier cherchent à éviter de payer. Dans une économie de marché globalisée, le rôle de l'Etat est limité par ses adhésions aux organisations économiques internationales et il est contesté par les firmes multinationales ce qui réduit son action régaliennne. En outre, compte tenu du secret des affaires et des comportements spéculatifs du système financier international, il est très difficile de mesurer l'importance des questions fiscales dans les ressorts des inégalités sociales dans le monde (Saez et Zucman, 2020 ; Piketty, 2019).

La diversité des théories économiques témoigne des difficultés réelles d'émergence d'une science économique unitaire, tant les hypothèses et postulats de départ retenus sont malheureusement souvent éloignés de la réalité des faits. La question principale porte sur le rôle de l'Etat dans l'économie nationale et internationale.

Dans une économie de marché, l'État se donne pour objectif de soutenir la prospérité et la croissance des entreprises à prospérer et d'intervenir lorsque la crise économique s'invite. Cependant, le processus de la mondialisation a réduit substantiellement les liens entre l'activité des entreprises et les Nations qui les ont vu naître. Avec l'essor de la globalisation, les entreprises ont délocalisé leurs activités, elles ont engagé des processus de management à flux tendus et elles ont exercé leurs libertés dans le cadre des lois spécifiques des pays où elles exercent sur la base centrale de la recherche du profit maximum. Alors que l'action des gouvernements nationaux est réglementée par des règles fixées par les

organisations internationales idoine dont ils sont membres, les grandes firmes multinationales ont accru leurs pouvoirs d'action en utilisant les divergences de réglementation des Etats et en exerçant une influence non négligeable de lobbying sur toutes les strates de l'action publique nationale et mondiale. La globalisation remplit son œuvre, celui de réduire les interventions économiques des autorités publiques sur leurs territoires, tout en maintenant la responsabilité de ces dernières dans les crises économiques internationales.

Les organisations économiques internationales ont perdu leur relative neutralité dans les intérêts comparatifs des Etats et des intérêts privés. L'Organisation Mondiale du Commerce reste désarmée face aux exigences des États-Unis ou de la Chine. En outre, la finance internationale devient une boussole du bon fonctionnement des entreprises et un indicateur de la qualité des politiques économiques engagées par les États. Intéressée principalement par le profit immédiat et la spéculation, elle conduit à une fragmentation des chaînes de valeur (Moati et Mouhoud, 2005) et à une grande volatilité des flux financiers. Aucune référence aux conséquences sociales et sociétales des opérations financières n'est alors engagée, puisque le système concurrentiel sans entrave est toujours supposé conduire à l'optimum. Ce capitalisme a été fortement contesté par Keynes. « *Le capitalisme international, aujourd'hui en décadence, aux mains duquel nous nous sommes trouvés après la guerre, n'est pas une réussite. Il est dénué d'intelligence, de beauté, de justice, de vertu, et il ne tient pas ses promesses. En bref, il nous déplaît et nous commençons à le mépriser. Mais quand nous nous demandons par quoi le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes* » (Keynes, 1932, p.203). Après le rejet du système keynésien et de toute intervention de l'État et l'application empirique du monétarisme de Milton Friedman sous la présidence de Ronald Reagan, la stabilité des prix, l'économie de l'offre et le libre jeu du marché sont devenus les objectifs de croissance économique incontournables, sans aucune référence aux conclusions du Rapport Meadows du Club de Rome sur les limites de la croissance.

L'État-nation n'est plus l'espace principal de la régulation, sauf dans les périodes de grande précarité sécuritaire et de crise économique. Dans ce cas, l'État devient le chef de « guerre » qui doit assurer la survie des citoyens, au risque d'être rapidement fragilisé par le poids de la dette et la violence de la crise économique. Cependant, du fait des inégalités sociales croissantes et de la répugnance des ultra-riches à participer au financement par l'impôt des actions régaliennes et de redistribution des ressources, les États se sont endettés, notamment lorsqu'ils ont dû aussi intervenir pour financer le système bancaire et financier lors de la crise de 2008-2009. L'État a connu une augmentation importante de ses prélèvements obligatoires, en vue de réduire les aléas sociaux, médicaux de ses citoyens.

Les États se sont fixé des normes statistiques de performance pour gouverner, ils se sont engagés dans une gestion de calcul et de modèles aux hypothèses souvent discutables. La croissance du PIB est devenue la norme

d'excellence de la politique économique, sans s'interroger sur son contenu. Comme la monnaie, la croissance du PIB est devenue un équivalent général de la valeur de la gestion d'un État. Pourtant, le PIB est un indicateur particulier qui ne peut mesurer et encore moins représenter seul l'efficacité économique collective d'un pays. Il néglige les patrimoines, les coûts de l'environnement, le gaspillage des ressources naturelles, les inégalités sociales ou la violence de la production (Guilhaudis, Fontanel, 2019). Il peut être nourri de productions très éloignées des demandes sociales et des besoins réels des populations. Il relaie les informations trafiquées des firmes multinationales enclines à optimiser leurs profits en maquillant les « chaînes de valeur » réelles en vue de réduire leurs taxes. L'augmentation du PIB peut être obtenue avec une réduction des besoins des citoyens en matière de précarité, de conditions de travail dégradées ou de réduction des libertés réelles (sinon formelles). Les comparaisons internationales des chiffres concernant le PIB par habitant ou les personnes actives se font sans référence aux différences d'éthique, de civilisation, de coutumes, ou de qualité de vie. Une politique des chiffres a été mise en place, concernant par exemple la norme d'un endettement public inférieur à 3 % du PIB. Les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur de l'objectif, mais ils permettent aux gouvernements de conduire une politique restrictive qui concerne d'abord le financement des services publics, au détriment des acteurs économiques qui en ont le plus besoin. Les désirs matériels se sont accrus et la fabrique à frustration mise en place valorise la cupidité organisée et même justifiée. « *Deux désirs qui convergent sur le même objet se font mutuellement obstacle. Toute mimesis portant sur le désir débouche automatiquement sur le conflit* » (Girard, 2007, p 216).

Avec la pandémie et ses contraintes de production, il faut relancer la « machine » économique en panne, par un nouveau « *New Deal* » de nature politique (Rifkin, 2019). A la fin de la seconde guerre mondiale, des innovations sociales ont été mises en place en vue de réduire la précarité dans un monde de concurrence. Aujourd'hui, avec l'ouverture internationale, ces avantages sont contestés. En outre, la plupart des États ont perdu leurs anciennes compétences industrielles. Pour des raisons de sécurité nationale, les relocalisations de certaines activités économiques essentielles semblent pourtant nécessaires, afin d'éviter les ruptures d'approvisionnement. Dans le système d'aujourd'hui, le travail d'un dirigeant d'entreprise consiste à faire gagner le plus d'argent possible à ses actionnaires, quels qu'en soient les coûts sociaux. Il faut alors chercher à réinventer l'entreprise et le management. Paul Krugman (1996) a pourtant rappelé qu'un pays n'est pas une entreprise. La "reprise" du vocabulaire managérial pour évaluer les performances d'une nation est une des obsessions dangereuses de notre époque. La croissance est devenue la religion économique du monde moderne. Le capital financier est surabondant et prédateur, la conquête violente du profit maximisé devient dangereuse pour la démocratie, l'économie de marché et la justice productive. La question est alors de savoir si l'Etat peut assurer ses fonctions régaliennes face à des firmes qui cherchent à éviter de les financer.

Le progrès économique et social n'est pas issu des seuls mécanismes du marché, l'intervention de l'État est nécessaire.

- L'État assure et rassure, notamment contre le terrorisme ou les convoitises extérieures. En effet, la défense nationale d'un pays ne se limite pas au seul domaine militaire. La dépendance nationale à la fourniture de biens et services comme les matières premières et l'énergie suppose des accords interétatiques qui peuvent à tout moment être remis en cause, dans le cadre de conflits militaires ou d'intérêts économiques. En outre, la dépendance des pays occidentaux aux services produits par les GAFAM ne manque pas d'inquiéter si l'on considère qu'ils sont clairement utilisés à la fois par les forces armées et les entreprises localisées sur le territoire national (Fontanel et Sushcheva, 2019).

- Ensuite, les forces du marché revendiquent le respect du droit de propriété défini par le droit romain, avec ses trois caractéristiques, « l'usus, le fructus et l'abusus ». Or, l'abus de la propriété individuelle pose des problèmes spécifiques à la collectivité que celle-ci ne peut plus accepter (pollution, changement de climat, situation de monopole, exploitation du travail, etc.). Dans ce contexte l'État a le devoir de protéger les citoyens.

- Enfin, la liberté sans morale constitue un facteur de crise économique. L'essence de la crise de 2008 est fondamentalement spéculative. Or, de nombreux agents bancaires et financiers ont parié cyniquement sur l'effondrement du système pour accroître leurs fortunes. Dans ce contexte, l'aléa moral joue pleinement sa fonction désorganisatrice. Les spéculateurs n'ont aucun respect pour les normes éthiques et même parfois pour le droit. Les banques ont alors quasiment vendu des produits de recel, avec les produits dérivés. La *Federal Reserve System* (FED), banque centrale des États-Unis, n'a pas souhaité intervenir face à ces montages financiers peu scrupuleux. Ce système de prévarication généralisée met pourtant en évidence des complicités objectives entre les opérateurs publics et privés, avec la politique de déréglementation, de désintermédiation et de décloisonnement des marchés nationaux et internationaux. L'influence des préceptes libéraux du Consensus de Washington (déréglementation, stabilisation macroéconomique, privatisation, notamment) dès le début des années 90 a été considérable et a participé à la paupérisation des pays qui ont ainsi été accompagné dans leurs actions économiques nationales.

Dans ce contexte, les banques ont aussi accompagné les spéculateurs à échapper aux systèmes fiscaux nationaux, accroissant ainsi les difficultés des pouvoirs publics à percevoir les ressources attendues de l'impôt. Dans cet espace virtuel de libre échange, l'optimisation fiscale permet d'accroître les bénéfices des très grandes firmes, et l'évasion fiscale menace aujourd'hui la stabilité même des ressources des États. L'État est dépouillé d'une partie de ses revenus légitimes et pourtant, l'idée dominante reste que les impôts sont déjà trop élevés et réduisent la croissance. Le discours colle dans la pensée des citoyens comme un slogan, éloigné des prétentions scientifiques qu'il relaie. Les pouvoirs publics libéraux justifient cette situation par la théorie du « ruissellement » (*trickle-down theory*),

qui considère que les revenus des plus riches contribuent à la croissance économique nationale et à la création d'emplois. Cette « fable » (Parienty, 2018) a été soutenue depuis quatre décennies, mais les statistiques économiques sur les revenus des personnes montrent un écart croissant entre les deux extrémités des revenus, comme ont pu le démontrer Saez et Zucman (2020). Une croissance nationale forte peut être à la fois inéquitable et inégalitaire.

Enfin, l'horizon temps des décideurs économiques est très hétérogène. L'économie marchande s'inscrit dans un espace de court terme, au regard des évolutions rapides qui secouent le champ de leurs compétences, de leurs contraintes de profit et de leurs parts de marchés. Elle ne donne que des informations parcellaires, partiales, qui permettent de faire d'importants profits pour une entreprise, mais parfois au détriment de la santé et du confort des populations. Au contraire, les pouvoirs publics doivent lutter contre les incertitudes du long terme. Le problème du réchauffement du climat induit par les émissions de gaz à effet de serre ne peut pas être traité par l'économie marchande. L'État a pour vocation de prendre en charge ces menaces.

Or, pour accompagner son action, l'Etat a besoin de repères scientifiques et politiques. Mais l'idéologie s'en mêle, notamment dans l'idée que la gestion des économies répond à des critères scientifiques indiscutables dans le cadre d'une économie de marché et d'une démocratie politique (ou simplement électorale). La pensée économique dominante considère que le marché produit un équilibre économique du monde globalisé, sur la base d'hypothèses dont il est supposé qu'elles ne modifient pas les résultats réels présents et futurs. Il est nécessaire alors de partir du modèle de base, sans lequel l'idée même de science est réfutée. Dans ce cadre, l'économie n'échappe pas à l'idéologie et à une certaine conception de l'homme et de son environnement social (Precht, 2010). Face à une crise économique, les économistes libéraux ne remettent jamais en cause le système lui-même, mais l'inadaptation des politiques et des réglementations publiques. Par exemple, la crise financière de 2008 avait été annoncée par plusieurs économistes hétérodoxes, mais leurs analyses étaient alors présentées comme de simples critiques politiques ou idéologiques (Krugman, 2009). Pourtant, si la Banque Mondiale observe un recul de l'extrême pauvreté dans la période récente, les situations d'inégalités (des revenus et des patrimoines) se sont fortement aggravées. L'extrême pauvreté a été partiellement réduite par le seul déclassement progressif d'une frange importante des classes moyennes et pauvres (Saez et Zucman, 2020).

Dans l'esprit des analystes les plus traditionnels, ce n'est pas la modélisation qu'il faut contester, c'est l'incapacité du monde réel à se conformer aux hypothèses du système formalisé ainsi construit. En outre, la théorie des « cygnes noirs » met en avant l'existence inopinée de certains phénomènes qui ne sont pas prévisibles dans le temps et dans l'espace même si l'on sait qu'ils peuvent quand même se produire, sans en comprendre le déclencheur (Taleb, 2010). C'est le cas des crises financières fondées sur les comportements spéculatifs. De même,

la théorie des « longues traînes » considère que la distribution des erreurs répond aux règles de la loi normale, mais il est difficile de déterminer leur fréquence et surtout le moment où les instabilités du système produisent la crise. Autrement dit, des événements inopinés peuvent apparaître et de pas donner raison à la théorie économique néo-classique et monétariste. Cependant, ces situations sont par essence rares et la plupart du temps impossibles à prévoir. Si le résultat économique est cruel pour certains opérateurs en situation de crise, c'est surtout la faute à « pas de chance ».

Or les modèles économiques omettent les rapports de force entre les États, les conflits politiques ou armés, le jeu silencieux et obscur des firmes multinationales dans la gestion et la redistribution de leurs profits, l'émergence de nouvelles règles communautaires ou internationales ou l'existence des paradis fiscaux (Fontanel, 2016). Tout modèle a pour objectif de construire une représentation simplifiée de la réalité. Cependant, lorsqu'un système formalisé est mis en place et produit des résultats, il est nécessaire de s'interroger sur l'influence de ses hypothèses et des facteurs délibérément omis sur les résultats du modèle. Or, cette seconde étape est trop souvent négligée, car les hypothèses sont devenues des normes « scientifiques », qui se suffisent à elles-mêmes et donc qu'il est difficile de remettre en cause. Pour James Galbraith, « *l'objectif essentiel de ces formules mathématiques n'est pas d'instruire, ni de plaire, mais d'intimider* » (Galbraith, 2014, page 79)

Le capitaliste d'aujourd'hui cumule le profit et le pouvoir. Thomas Piketty (2013) a montré que la tendance des fortunes à se concentrer est inhérente au système capitaliste, sauf pendant les périodes de guerre. Les valeurs démocratiques sont affaiblies par les puissances de l'argent qui peuvent agir secrètement sur la politique de l'État. Les firmes multinationales exercent une influence considérable sur les institutions publiques, car elles ont le pouvoir de financer les campagnes électorales, de contrôler l'information (télévision, journaux, internet, réseaux sociaux, données des États) et d'exercer un lobbying efficace dans toutes les instances nationales et internationales. Elles peuvent s'offrir les meilleures intelligences pour défendre leurs intérêts, grâce aux passages d'un emploi du service public vers le secteur privé, et vice versa, de leurs affidés. Le caractère difficilement justifiable des différences de revenus et de patrimoines constitue une menace grave contre la démocratie. Le triomphe de l'injustice fiscale est un déni de justice, de collaboration internationale et de démocratie. Une ploutocratie semble s'installer partout dans le monde. Là où les services publics ont déserté, naissent les "gilets jaunes". On assiste à un processus de déliaison, de délitement du lien social, de véritable dérèglement de la logique démocratique. Pourtant, au moment de la crise, l'État est jugé responsable et tous les acteurs économiques lui demandent alors de trouver les solutions qu'il paiera plus tard d'un endettement croissant qui lui sera évidemment reproché comme l'expression d'une mauvaise gestion des biens publics nationaux.

En 1995, avec la création de l'OMC, le commerce « pacifique » en toute liberté est devenu la base de la vie sociétale mondiale espérée (Fontanel, 1995). De fait, Washington, principal gendarme du monde avec des dépenses militaires (Otan compris près de deux fois supérieures à celles du reste du monde était le garant de la « fin de l'histoire ». L'histoire était belle, un conte de fées. Cependant, dans le cadre de l'affaire nucléaire iranienne, la Maison Blanche a imposé sa loi unique, avec violence, malgré les recours devant une OMC qui n'a pas osé condamner le pays qui a été son parrain sous les fonds baptismaux du libre-échange. Avec la politique du "*benign neglect*" toujours d'actualité, l'application des lois américaines extraterritoriales, les forces militaires ou le contrôle quasi mondial de l'information par les GAFAM (Fontanel et Sushcheva, 2019), Washington impose sa puissance aux entreprises et aux États. La Chine déploie un capitalisme aux ordres politiques de l'État central, sans respect pour les droits de l'homme, dans le cadre d'une économie nationale contrôlée de l'intérieur par les membres du Parti au pouvoir depuis 1949. La Russie cherche à redevenir une grande puissance militaire et politique afin de se protéger de l'avancée de l'OTAN et à conserver, par tous les moyens, notamment militaires, son influence sur les pays anciennement membres de l'URSS. La faiblesse de l'Europe naît de ses divisions, de son histoire, d'objectifs politiques et commerciaux différents, d'idéologies nationalistes et de conceptions nationales encore étroites. La guerre économique est clandestine, mais elle s'exprime pour maintenir les positions dominantes des États et des firmes. Dans l'avenir, si elle ne suffit pas, les armes pourraient de nouveau concerner directement les grandes puissances, malgré l'existence de leurs dissuasions nucléaires.

En conclusion, l'économie est fondamentalement politique. Par la recherche « sans fin et sans limite » d'une maximisation du profit et de la primauté de l'intérêt individuel, le modèle d'accumulation dominant néglige les fractures sociales et la mutilation des conditions de vie environnementales du monde non marchand. L'approche mathématique donne l'impression de justifier cette stratégie, au regard de l'hypothèse jugée indiscutable sur la nécessité de la croissance économique. L'économie politique a laissé le champ libre à une science économique humainement désincarnée, sans lien avec la diversité des civilisations ou des croyances religieuses ou philosophiques, qui justifie les contraintes du travail, les inégalités sociales, le réchauffement climatique, l'épuisement progressif des ressources naturelles, l'irrespect des droits de l'homme et de la femme dans de nombreux États ou le retour de la précarité comme fondement d'une nouvelle « armée de réserve ». La pandémie de la Covid-19 met en évidence l'importance des liens entre les hommes, leur fragilité et la nécessité de construire des liens sociaux plus solidaires et conviviaux. Il s'agit de replacer l'être humain au cœur des priorités de la gouvernance aux niveaux local, national et mondial. Dans cette lignée, la transition écologique est

devenue incontournable (Fontanel, 1979). En outre, l'exacerbation de la fragmentation sociale résultant de la pandémie de la Covid-19, met en avant la nécessité de privilégier les valeurs de la solidarité nationale et internationale et de réduire l'addiction à la possession indéfinie des biens et services marchands.

Bibliographie

- Aglietta, M. (sous la direction) (2019), *Capitalisme : le temps des ruptures*, Odile Jacob, Paris
- Bourdieu, P. (1989), *La noblesse d'État*, Minuit, Paris
- Brunat, E., Fontanel, J. ((2019), La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie, in *Union européenne-Russie : une relation particulière ?* Actes de colloque, Annecy.
- Brunat E., Fontanel J. (2015), L'économie de la Russie, les grands défis à relever, *Annuaire Français de Relations Internationales*, Paris
- Brunat, E., Fontanel, J. (2018), La Russie de retour comme puissance militaire. *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.
- Case, A., Deaton, A. (2020), *Deaths of Despair and the future of capitalism*, Princeton University Press, Princeton
- Chesnais, F. (2009), [Mondialisation du capital & régime d'accumulation à dominante financière](http://charro1010.worldpress.com) 29 novembre, charro1010.worldpress.com
- Clark C. (1932), *The National Income, 1924-31*, Macmillan & Co.
- Coyle, D. (2014), *Is GDP still useful? Better Life Index*, May 16
<http://www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm>
- Daly, H., Cobb, J. (Jr) (1989), *For the Common Good: Redirecting the Economy toward Community, the Environment and a Sustainable Future*, Beacon Press, Boston.
- Donsimoni, M., Fontanel, J. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des États par les parités de pouvoir d'achat, *Annuaire Français des Relations Internationale*, Paris
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, 1995.
- Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Editions L'harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget. Lisboa.
- Fontanel, J., Karlik, A. (2005), L'industrie d'armement en Russie, *Innovations*.
- Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan, Paris
- Fontanel, J. (2020), La troisième révolution industrielle. Une question de survie ? *PSEI, revel.unice.fr*
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM. *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris
- Foucault, M. (2001), *Dits et écrits*, Gallimard, Paris
- Fukuyama, F. (1992), *The end of History and the last man*, Macmillan, New York
- Galbraith, J. (2014), *La grande Crise*, Le Seuil, Paris
- Girard, R. (2007), *La violence et le sacré*, Grasset, Paris.
- Greider, W. (1981), The education of David Stockman, Interview in *The Atlantic*, December.
- Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets "pervers" de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris

- Keynes, J.M. (1932), *La pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, 2007, Paris
- Krugman, P. (1996), A country is not a company, *Harvard Business Review*, Jan.-Feb.
- Krugman, P. (2009), How Did the Economists Get it So Wrong? », *New York Times, Sunday Magazine*, September
- Kuznets, S. (1930), *Secular Movements in Production and Prices*, Houghton-Mifflin, Boston and New York
- Lucas, R.E. (1977), Understanding business Cycles, *Carnegie-Rochester, Conference Series on Public Policy*, Vol. 5
- Minsky, H.P. (2008), *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, New York
- Moati, P., Mouhoud, E.M. (2005), Les nouvelles logiques de décomposition internationale des processus productifs, *Revue d'Economie Politique*, n°5, vol. 115
- Morin, E. (2020), *Sur la crise*, Flammarion, « Champs Essais », Paris
- Parienty, A. (2018), *Le mythe de la « théorie du ruissellement »*, La Découverte, Paris
- Piketty, T. (2013), *Le Capital au 21^e siècle*, Le Seuil, Paris
- Piketty, T. (2019), *Capital et idéologie*, Le Seuil, Paris
- Precht, R.D. (2010) *Qui suis-je ? Et si je suis, combien ?*, *Voyage en philosophie*. Belfond. Paris.
- Rifkin, J. (2019), *Le New Deal vert mondial*, Les liens qui libèrent, Paris
- Roche, B. (2019) Réinventer l'entreprise et le management, *Le Monde*, 12 décembre
- Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris
- Smith, A. (1776), *La richesse des nations*, Guillaumin, réédition de 1843 (première édition en 1776), Paris.
- Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of Nation. *War, peace and security*, 6, p.37 à 52.
- Stiglitz, J, Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009), *The measurement of economic performance and social progress revisited*, OFCE, Paris
- Taleb, N.N. (2010), *The Black Swan: the impact of the highly improbable*, 2nd Ed. (1st Ed. 2007), Penguin, Londres
- Thom, R. (1983), *Paraboles et catastrophes*, Flammarion, Paris

La science économique est une idéologie qui consacre l'omnipotence de l'économie de marché, l'Etat gendarme et le management, souvent de court terme, d'une économie condamnée à la croissance économique perpétuelle. Avec la pandémie de Covid-19, les analyses des économistes libéraux perdent leurs repères, car les hypothèses de base n'ont plus d'application concrète pour faire face à une profonde crise économique et sociale. L'économie révèle désormais son caractère éminemment politique. Les secteurs publics internationaux, nationaux et locaux organisent la lutte contre la crise de l'économie de marché. L'État devient alors l'acteur central de la gestion de l'économie nationale, en lien avec les autres États. Le caractère profondément politique et social d'une économie mondialisée met en évidence la violence des relations entre les gouvernements et les citoyens et souvent entre les États eux-mêmes. Cette situation de dépendance collective est susceptible de créer de nombreuses tensions, lesquelles peuvent conduire à de nouveaux conflits ou guerres.

Since the generalisation of the market economy, economic science has sounded the death knell for political economy. In this context, the market was omnipotent and the State had to concentrate its activity on the organisation of a regalian domain, often fluctuating and rather regressing according to private interests. Management science itself gave tools to companies within the framework of an economic system that advocated individual interest as the determining objective for each of the economic actors. Today, with the Covid-19 pandemic, the analyses of liberal economists are becoming obsolete in the face of a deep economic and social crisis. The economy is now revealing its eminently political character. The international, national and local public sectors organised the fight against the crisis of the market economy. The state once again became the central actor in the management of the national economy, and it was then led to make political choices that would redraw the economic and social structures of the country, particularly in the face of the large multinational firms and the ambitions of other nations. The profoundly political and social character of a globalised economy is highlighted by this crisis, which is characterised by the violence of relations between states and between citizens.

science économique, organisations internationales, firmes multinationales, capitalisme financier, pandémie, inégalités sociales, guerre économique, conflits militaires

economics, management science, economic policy, multinational firms, financial capitalism, pandemic, Covid-19, social inequality

Introduction